

## Le séparatisme catalan en perte de vitesse... malgré l'aval de Washington



### Des manifestations toujours moins importantes à Barcelone...

Le président de la Généralité de Catalogne, Carles Puigdemont (au centre), lors de la "Diada" 2016, entouré de personnages en costumes de 1714, date de la prise de Barcelone par les troupes du roi d'Espagne Philippe V.

Le dimanche 11 septembre s'est tenue à Barcelone, comme tous les ans, la "Diada"[1], considérée comme la grande fête régionale catalane[2].

Ces dernières années, avec l'arrivée au pouvoir d'hommes politiques séparatistes, ce jour de fête s'est transformé en vitrine de la propagande indépendantiste, avec l'organisation de manifestations dans le centre de la ville. Grassement subventionnées (alors que le système sanitaire et éducatif catalan, financé par la Généralité[3], subit des coupes drastiques), ces marches ont été depuis 2012 l'occasion pour Artur Mas, puis pour son successeur à la tête de la région depuis janvier 2016, Carles Puigdemont, de peser dans le rapport de force avec l'État central espagnol. Carles Puigdemont, pas plus que son prédécesseur, n'a lésiné sur les moyens mis en

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~  
place : drapeaux, banderoles, autobus affrétés aux quatre coins de la région, subsides à diverses associations séparatistes, etc.

Cette année, la Diada – qui commémore la prise de Barcelone en 1714 par les troupes du roi d'Espagne Philippe v (petit-fils de Louis XIV de France) dans le cadre de la guerre de Succession d'Espagne[4] – devait être, une fois de plus, la grande démonstration de force des tenants de l'indépendance catalane. Les dirigeants indépendantistes s'étaient fixé pour objectif de faire descendre au moins autant, sinon plus, de manifestants dans les rues de Barcelone qu'en 2015, pour maintenir la fiction selon laquelle une large majorité de la population catalane serait favorable à la séparation d'avec le reste de l'Espagne.

Eh bien, c'est raté.

L'essoufflement du mouvement séparatiste, constaté depuis au moins un semestre, s'est confirmé ce 11 septembre 2016. Là où près de 800 000 personnes avaient répondu au mot d'ordre de la Généralité en 2013, et où 550 000 personnes étaient encore descendues dans les rues en 2015, il n'y en a eu cette fois-ci « que » 290 000 pour la manifestation de dimanche dernier [5].

### ... Et une manifestation modeste à Perpignan

Depuis de nombreuses années, la Généralité de Catalogne tente d'influencer la population du département français des Pyrénées-Orientales, sans que le président de la République française, pourtant garant de l'intégrité du territoire selon l'article 5 de notre Constitution, n'y trouve à redire. L'objectif des indépendantistes catalans est d'inciter nos compatriotes résidant dans les Pyrénées-Orientales à remettre en cause l'appartenance de leur territoire à l'un des plus vieux États-nations européens, la France, afin de recréer, à terme, une partie de ce que les séparatistes nomment « pays catalans »[6].

Cela revient à remettre en cause le rattachement à la France de ce territoire, qui est vieux de 357 ans puisqu'il fut acté par le traité des Pyrénées du 7 novembre 1659 conclu entre la couronne d'Espagne et la France à l'issue de la guerre franco-espagnole, commencée en 1635 dans le cadre de la guerre de Trente Ans.

Cette ingérence dans les affaires intérieures de la France, contraire au droit international, s'est traduite notamment par l'ouverture à Perpignan d'une "Casa de la Generalitat a Perpinyà", délégation officielle du gouvernement indépendantiste de la généralité de Catalogne, ce que le gouvernement français a accepté. Les fonctions principales de cette simili-ambassade sont, selon Wikipédia, « *d'aider à créer et renforcer les liens de tous types : institutionnels, économiques, linguistiques, culturels, touristiques, etc., entre la Catalogne et les Pyrénées-Orientales* ».

Quoi qu'il en soit, le bruit de fond indépendantiste en Catalogne, attisé par la politique de dénigrement constant de l'Etat en France et par la valorisation non moins constante des "euro-régions", s'est traduit dernièrement par l'organisation de manifestations à Perpignan, chef-lieu du département, comme celle qui a eu lieu ce samedi 10 septembre.

Les manifestants du 10 septembre 2016 à Perpignan – On remarquera la présence de "l'estelada", drapeau indépendantiste utilisé en Catalogne...

Le journal L'Indépendant, publié dans l'Aude et les Pyrénées-Orientales, s'en est fait l'écho avec l'article suivant : <http://www.lindependant.fr/2016/09/15/occitanie-les-catalanistes-reclament-le-pouvoir-et-les-institutions-la-solution-c-est-de-renommer-les-p-o.2257303.php>. Cette année, les manifestants s'opposaient également au nom de la nouvelle région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, concoctée par le gouvernement français dans le cadre d'une réforme incompréhensible, bâclée et d'inspiration européiste.

Le Conseil d'État a en effet encore quinze jours au maximum pour accepter ou rejeter le nom d'Occitanie, choisi par les autorités régionales mais qui déplaît fortement à une partie de la population des Pyrénées-Orientales.

C'est le cas de ceux qui ont répondu samedi dernier à l'appel d'associations identitaires comme "Oui au Pays catalan" (dirigée par Jordi Vera) ou SEM (dont le président est Pere Manzanares). Ils étaient ainsi 10 000 environ dans les rues de Perpignan pour réclamer que la nouvelle région comprenne aussi le nom de la Catalogne.

À terme, l'objectif est clair pour les organisateurs de la marche : obtenir un statut spécial, vraisemblablement proche de celui de la Corse[7], pour un département des Pyrénées-Orientales qui deviendrait ainsi la « Catalogne Nord ».

À la fin de l'article susmentionné, Pere Manzanares exprime un souhait sans équivoque : une fois la Catalogne espagnole devenue indépendante (car il le souhaite ardemment et ne doute pas que cela se produira), les habitants de Catalogne Nord devraient pouvoir obtenir la double nationalité de la part des autorités de Barcelone. Un pas supplémentaire vers l'indépendance des deux zones.

## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
Pourtant, la manifestation de samedi dernier n'a pas été un succès si considérable, contrairement à ce que proclament ses meneurs. Les Pyrénées-Orientales comptent en effet 460 000 habitants environ (selon les données statistiques de 2013) et cette « grande » marche de 10 000 personnes a donc représenté 2,2 % de la population totale du département.

Par ailleurs, les Pyrénéaliens ont montré à plusieurs reprises qu'ils se sentaient bien davantage concernés par les manifestations qui touchaient à leur appartenance à la France ou aux politiques décidées à Paris. Ils étaient en effet 40 000 à Perpignan le 11 janvier 2015, suite aux attentats qui avaient ensanglanté la capitale quelques jours auparavant, notamment à la rédaction de Charlie Hebdo.

Mais ce n'est pas tout : ils étaient 30 000 en 2010 pour exprimer leur mécontentement face à la réforme des retraites du gouvernement de François Fillon ; 17 000 en mars 2006 pour s'opposer au CPE (Contrat Première Embauche) du gouvernement de Dominique de Villepin ; 15 000 en 2002 à l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, au cours duquel le Front national avait réalisé le deuxième meilleur score, etc.

Ils étaient même environ 200 000 le 19 mai 1907, pour crier leur désespoir face à la crise de la vigne, alors que la population totale du département ne dépassait pas les 215 000 personnes à cette époque !

Ainsi replacé en perspective, les 10 000 manifestants du 10 septembre 2016 ont prouvé que les velléités indépendantistes restent très marginales et superficielles.

Le constat est au fond assez similaire pour les dernières manifestations du 11 septembre à Barcelone. L'aire urbaine barcelonaise compte environ 5 millions d'habitants et la Catalogne, environ 7,6 millions, ce qui en fait la deuxième plus peuplée d'Espagne. Ainsi donc, cette marche de 290 000 personnes représentait... 3,8 % des Catalans. Le pourcentage est près de deux fois ce qu'il a été dans les Pyrénées-Orientales, mais il reste très faible.

Ce pourcentage très faible n'est pas vraiment une surprise. Rappelons que l'indépendantisme catalan est surtout fort dans les régions les moins densément peuplées de l'intérieur de la Catalogne (notamment dans les provinces de Gérone et de Lérida, frontalières de la France). L'actuelle majorité au Parlement[8], dont l'équilibre est fragile[9] et déstabilisé ces derniers mois, correspond par ailleurs à une minorité de votants – 47,8 % aux élections régionales anticipées de septembre 2015.

Ce phénomène est dû à une surreprésentation des régions les moins peuplées mais aussi les plus acquises au séparatisme catalan – et donc à une sous-représentation des zones les plus peuplées, particulièrement de l'aire urbaine de Barcelone et de celle de Tarragone. Si l'on rapporte ce chiffre au nombre d'inscrits, la coalition indépendantiste qui dirige la région à l'heure actuelle correspond à 36 % environ du corps électoral. Pas de quoi conclure, donc, à une majorité sociologique ou à un « raz-de-marée ».

## Une politique de déstabilisation avalisée par Washington

La Généralité de Catalogne, qui voit d'un très bon œil les manifestations régionalistes ou indépendantistes dans les Pyrénées-Orientales, tente d'en influencer les habitants depuis longtemps. Outre le fait qu'elle a inscrit le département français dans les « pays catalans », elle subventionne de plus en plus massivement les initiatives visant à démembrer la nation française. Sans que le gouvernement français n'y mette le holà, bien entendu !

Il y a six ans, le journal espagnol El Confidencial révélait par exemple que Josep-Lluís Carod-Rovira, vice-président de la Généralité de Catalogne de 2006 à 2010, avait accordé des subventions à un réseau d'écoles privées des Pyrénées-Orientales, "La Bressola"[10], pour quatre millions d'euros

:

[http://www.elconfidencial.com/espana/cataluna/2010-12-09/carod-da-cuatro-millones-a-un-colegio-en-francia-mientras-en-barcelona-estudian-en-barracones\\_422263/](http://www.elconfidencial.com/espana/cataluna/2010-12-09/carod-da-cuatro-millones-a-un-colegio-en-francia-mientras-en-barcelona-estudian-en-barracones_422263/).

Or, cet ensemble d'établissements affiche clairement la couleur sur son site (enregistré sous le nom de domaine .cat et non pas .fr), puisqu'il défend une hypothétique « Catalogne Nord » : <http://www.bressola.cat/>. Les écoles qui en font partie permettent la scolarisation de leurs élèves entièrement en catalan, ce qui n'est pas sans rappeler la

## **Union Populaire Républicaine | UPR**

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
politique de marginalisation de la langue espagnole menée au Sud de la frontière. Pourtant, pendant que Carod-Rovira dépensait plusieurs millions d'euros dans un pays étranger, des collégiens de Barcelone devaient continuer à étudier dans des préfabriqués en dépit des promesses du gouvernement barcelonais...

Deux ans auparavant, en 2008, le journal espagnol EcoDiario annonçait que le même Carod-Rovira, au nom de la Généralité de Catalogne, avait octroyé à la mairie de Perpignan une subvention de 120 000 euros :

<http://ecodiario.economista.es/politica/noticias/876566/11/08/La-Generalitat-gasta-120000-euros-en-rotular-en-catalan-las-calles-de-Perpinan.html>. Cette somme devait permettre au chef-lieu des Pyrénées-Orientales de financer l'affichage des noms des rues, places, avenues, etc. en catalan.

Ce type de politiques ne peut rester éternellement sans effet, comme l'a montré la commune française de Font-Romeu-Odeillo-Via. Située dans l'arrondissement de Prades, cette bourgade a organisé en février 2012 un référendum illégal au cours duquel ses habitants ont choisi de devenir... espagnols :

<http://www.lavanguardia.com/vida/20120208/54251237440/pueblo-frances-font-romeu-cerdanya-vota-pasarse-espana.html>

Cette décision symbolique n'a évidemment pas été suivie d'une modification des frontières. Elle témoigne cependant d'attaques répétées contre l'intégrité des États-nations européens.

**La France et l'Espagne sont ici particulièrement touchées puisque, si cette municipalité française passait réellement sous contrôle espagnol, elle serait intégrée à la Catalogne, ce qui ne manquerait pas de réjouir les séparatistes.**

**Ces derniers défendent d'ailleurs une indépendance « pour rire » puisqu'ils sont majoritairement partisans d'une entrée immédiate d'une hypothétique "République catalane"... dans l'Union européenne[11].**

**Comme les "indépendantistes" corses de Jean-Luc Talamoni.**

**Comme les "indépendantistes" écossais de Nicola Sturgeon qui refusent le Brexit.**

Etc.

**Et le tout se fait avec l'aval des États-Unis d'Amérique, bien sûr.**

**Ce n'est pas un hasard si l'un des plus éminents membres de la coalition "Ensemble pour le Oui", Raül Romeva "ministre des affaires étrangères de la Catalogne", s'est rendu à Washington le 15 septembre 2016 pour "expliquer le processus indépendantiste catalan" [sic] aux membres du Congrès [12]...**

**Est-on vraiment sûr que les dirigeants catalans vont "expliquer l'indépendantisme catalan à Washington" ?**

**Ne serait-ce pas plutôt qu'ils y vont pour "se faire expliquer par Washington comment parvenir à l'éclatement de l'Espagne" ?**

**N.K.**

*Merci à A., sympathisant de l'UPR, pour certaines sources*

-----

NOTES

-----

[1] "Diada" : Terme catalan signifiant littéralement « jour de fête » ou « jour férié ».

[2] Chaque communauté autonome espagnole dispose de jours fériés spécifiques et d'une fête régionale plus ou moins importante. Parmi les plus connues, on citera, outre la Diada, le 2 mai à Madrid (en commémoration du soulèvement des Madrilènes contre les troupes d'occupation napoléoniennes).

[3] L'expression « Généralité de Catalogne » renvoie à l'ensemble des institutions et administrations qui gèrent la communauté autonome.

[4] Les autorités indépendantistes n'ont eu de cesse de réécrire l'histoire et de travestir la réalité de ce conflit au cours des dernières années, en faisant de la prise de Barcelone en 1714 le symbole de l'oppression de la

## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
Catalogne par l'ennemi espagnol. Il s'agissait pourtant d'une « simple » opposition entre partisans de la dynastie des Bourbon (incarnée par Philippe v) et partisans de la dynastie des Habsbourg (incarnée par l'archiduc Charles). Ces derniers se retrouvaient plutôt dans les territoires de la Couronne d'Aragon (dont les comtés catalans) mais ils estimaient combattre précisément par patriotisme et pour leur pays, l'Espagne, comme l'a écrit leur meneur, Rafael Casanova, à plusieurs reprises. En bref, des deux côtés, on se battait pour une Catalogne dans l'Espagne.

[5] L'« Assemblée nationale catalane » (sic), association stipendiée par le pouvoir régional notamment pour gonfler le chiffre des participants, reconnaît elle-même qu'il y a eu une chute d'au moins 50 % dans la participation à ces manifestations séparatistes entre 2015 et 2016.

[6] Cette appellation récente regroupe la Catalogne, quelques zones de l'Est de l'Aragon, la Communauté de Valence, les Baléares mais aussi les Pyrénées-Orientales.

[7] Où dirigent aussi des séparatistes !

[8] Nom catalan du Parlement régional.

[9] Elle réunit en effet une coalition de droite libérale et de gauche modérée, "Ensemble pour le Oui", et la "Candidature d'Unité populaire", parti de gauche « radicale ».

[10] Terme catalan signifiant « le berceau ».

[11] Les dirigeants de la "Candidature d'Unité populaire" se sont quelquefois exprimés en faveur d'une sortie de l'Union européenne mais leur avis à ce sujet fluctue et ils n'en ont jamais fait un objectif prioritaire.

[12] C'est notamment le journal indépendantiste Ara qui relaye la nouvelle : [http://www.ara.cat/politica/Romeva-viatja-EUA-explicar-congressistes\\_0\\_1651034936.html](http://www.ara.cat/politica/Romeva-viatja-EUA-explicar-congressistes_0_1651034936.html) version en anglais : [http://www.ara.cat/en/Romeva-to-USA-independence-Congressmen\\_0\\_1651634895.html](http://www.ara.cat/en/Romeva-to-USA-independence-Congressmen_0_1651634895.html)